

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**Correspondance :**  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
**Versements :**  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

**Abonnements :**  
1 an : 20 F (200 FB)  
6 mois : 10 F (100 FB)  
pli fermé : 34 F et 18 F  
« programme communiste »  
1 an : 20 F (200 FB)

**12<sup>e</sup> ANNEE - N° 184**  
**LE NUMERO : 1 FF**  
**10 FB ; 1 FS**  
**18 nov. au 1<sup>er</sup> déc. 1974**

## A BAS LES CONCILIEURS, VIVE LA LUTTE DE CLASSE!

Les « conjonctures économiques » se succèdent et se contredisent à une vitesse grandissante, mais tous les retournements de tendance, loin de permettre au prolétariat de souffler un peu, grignotent ce qu'on lui avait montré des années durant comme des victoires définitives et qui se révèle n'avoir été que de la poudre aux yeux, et augmentent à chaque fois la précarité de ses conditions de vie et l'insécurité du lendemain. Le rythme de l'inflation s'accroît-t-il, que l'on prêche la « modération des salaires », Baisse-t-il, que cela se transforme en peur de la « déflation » et en chômage accru, et que les salaires doivent donc être d'autant plus freinés.

C'est une vérité que la bourgeoisie ne peut avoir d'autre politique que d'appeler le prolétariat à la « discipline sociale », à la nécessité de limiter le salaire et d'accroître l'effort productif pour tenter de maintenir la compétitivité nationale sur des marchés extérieurs de plus en plus encombrés où la concurrence, en s'aiguissant, non seulement élimine davantage de petites entreprises, mais oblige même les grands de l'industrie, les Renault et les Rhône-Poulenc à des licenciements et à des réductions draconiennes d'horaires.

C'est également une vérité élémentaire que la classe ouvrière n'a d'autre solution que de se défendre pied à pied si elle veut simplement survivre. C'est pourquoi aux luttes contre les licenciements et le chômage dans les mines, l'imprimerie, l'aéronautique, le textile, les transports, répondent les luttes contre l'intensification du travail et pour la défense des salaires, qui si elles restent encore limitées dans le secteur privé, touchent plus généralement le secteur public et nationalisé : la grève des postiers en est un exemple magnifique.

La bourgeoisie est bien consciente du caractère inévitable du

développement des antagonismes sociaux. « Il est clair, écrit le Figaro du 9-10 en parlant de la politique contractuelle, qu'en période d'inflation rapide, cette garantie [du pouvoir d'achat] devient : 1° difficile à maintenir parce que l'Etat souhaite freiner l'évolution des salaires pour corriger cette tendance ; 2° insuffisante aux yeux des salariés qui voient leur pouvoir d'achat obéré en cours d'année par la hausse des prix » ; voilà qui démontre que le but de la « concertation » en période de prospérité (où la bourgeoisie peut bien garantir quelques miettes) est d'éviter les luttes sociales, d'éviter que la classe ouvrière n'acquière l'expérience de la lutte dans les périodes où cette dernière est plus facile, et d'endormir le prolétariat dans l'espoir qu'il soit apathique et sans réaction lorsque la crise se présente et que, « sans préavis », le capital et la bourgeoisie suppriment toute « garantie » passée.

L'attitude des syndicats a-t-elle changé dès lors que la bourgeoisie a reconnu cyniquement la nécessité du développement du chômage et de la baisse des salaires ? Ont-ils organisé la riposte ouvrière ? Ils ne le pouvaient

pas. Ils se sont contentés d'appeler le gouvernement au « réa-

### DANS CE NUMERO

- Parti ouvert et parti fermé.
- Suisse : égalité totale des droits avec les travailleurs immigrés !
- XXI<sup>e</sup> congrès du PCF : un « parti fort » pour... la collaboration des classes.

lisme », tout en expliquant qu'il « ne faut pas que les centrales aillent trop vite dans la coordination des mouvements ouvriers » (CFDT, le Monde du 30-8). Dans ces conditions, il serait superflu de dire que la puissante grève des PTT et la vague sociale actuelle ne sont pas filles de la politique des syndicats : « la cri-

(suite page 4)

## LA GRÈVE DES POSTIERS entravée par l'opportunisme

Déclenchée sans préavis, sans attendre la bénédiction préalable des syndicats, sans limitation de durée prévue, partie comme une trainée de poudre de Paris à la province, du tri à tous les autres secteurs, tendant à unir toutes les catégories — auxiliaires et titulaires, « métropolitains » et immigrés — autour d'une même plateforme centrée sur la lutte contre une dégradation de plus en plus intolérable des conditions de travail comme du pouvoir d'achat des salaires et sur la défense des catégories les plus exploitées, la grève des PTT avait dès l'abord rompu avec les « bienséances », avec le ronron de la politique contractuelle, des grèves programmées, catégorielles et soigneusement limitées dans le temps et dans l'espace, qu'affectionnent les syndicats comme « arme » ultime de leur tactique de pression courtoise sur leurs « partenaires » gouvernementaux et patronaux.

C'est bien parce qu'elle a senti que les travailleurs étaient déterminés à se battre pour de bon, sur le terrain de la force, devant lequel tous les règlements et contrats ne sont que des chiffons de papier, mieux, que leur lutte pouvait servir de détonateur dans une situation de mécontentement généralisé, que la bourgeoisie a réagi avec particulièrement de vigueur et de dureté. Elle a répondu elle aussi sur le terrain de la force, lançant la police contre les piquets de grève, utilisant la réquisition autoritaire, mettant en place des centres de tri militaires (1) et des « réseaux parallèles » de distribution. En même temps elle mettait tout en œuvre pour affaiblir les travailleurs et pourrir leur lutte, en misant avant tout sur le concours des syndicats

(1) L'Etat utilise le contingent pour briser la grève, mais au lieu d'appeler les travailleurs à une riposte correspondante, les syndicats se sont abstenus de soulever la question, sous prétexte que cela... « démoraliserait » les grévistes !

— qui effectivement ne lui a pas manqué.

Dans cette guerre civile larvée qui travaille constamment la société jusqu'au moment où elle éclatera en guerre ouverte entre le travail et le capital, la position de la bourgeoisie est claire. Elle ne saurait céder aux revendications des travailleurs que contrainte et forcée, et surtout elle ne saurait tolérer la solidarité des travailleurs pour la défense de leurs intérêts de classe, parce que celle-ci remet en cause cette « solidarité nationale » qui est indispensable, surtout en temps de crise, pour que le capital puisse continuer à s'engraisser sur le dos des travailleurs. Comme le proclamait Chirac le 4-11 : « Les intérêts particuliers, les solidarités de groupes, les coalitions corporatives, ne sauraient prévaloir contre l'intérêt de la nation, c'est-à-dire en fait contre ce qui est dû par l'Etat républicain à chaque Française et à chaque Français » (Le Monde, 6-11). En se défendant contre les attaques du

(suite page 4)

## « LUTTE OUVRIÈRE » ET LE PORTUGAL

### Les pudeurs du menchévisme

Les grands craquements de l'empire colonial portugais, résultat du courageux combat des masses africaines opprimées, ont provoqué dans la métropole une crise politique d'envergure, le coup d'Etat du Mouvement des Forces Armées, et une certaine démocrati-

sation du pays ; last but not least, ils ont ouvert la voie à ce que les journalistes appellent une « vague d'agitation sociale ». Ainsi, une fois encore, les masses colonisées sont venues frapper à la porte des prolétaires métropolitains.

Pour apporter une contribution active à la victoire de la révolution anti-coloniale et à la désagrégation la plus complète de l'empire, ainsi qu'à l'affaiblissement de la bourgeoisie et de l'Etat portugais dans la métropole même, il aurait fallu que la poussée ouvrière spontanée soit cristallisée et transformée en un véritable mouvement de classe du prolétariat. Il n'est que trop évident, hélas, qu'un tel développement a fait défaut, l'absence du parti révolutionnaire n'étant pas la moindre cause de cette situation.

Les partis communistes et socia-

listes portugais ont mis tout leur poids dans la balance au service d'une transition en douceur du régime politique, hier au service des partisans du maintien du *statu quo*, aujourd'hui de ceux qui préconisent, avec la modernisation du capitalisme portugais, une politique néo-coloniale dans le style anglais ou français.

Le PCP et le PSP sont ainsi devenus des maillons essentiels de la stratégie politique — fût-elle « libérale » — du Mouvement des Forces Armées. Ils aident à dissocier le mouvement révolutionnaire

anti-colonial du potentiel subversif du prolétariat métropolitain, et cautionnent toute la politique anti-prolétarienne et coloniale du régime des capitaines, qui règlemente le droit de grève, à la manière fasciste, en particulier en interdisant la grève « politique » et les grèves de *solidarité*, tout en faisant tirer (comme à Lisbonne le 4 novembre) sur les manifestants qui protestent contre l'organisation ouverte de la réaction bourgeoise, après avoir fait tirer en août sur ceux qui réclamaient l'indépendance immédiate de l'Angola.

Le PCP met tout en œuvre, parallèlement, pour arrêter l'agitation sociale. Il dénonce les « aventuriers » et invoque les « difficultés de la nation » pour annuler des concessions salariales obtenues par les ouvriers de certains secteurs.

Un courant révolutionnaire ne peut que combattre ces deux aspects dialectiquement liés de la politique que la bourgeoisie portugaise éclairée est contrainte d'en-

(suite page 2)

### PROGRAMME COMMUNISTE N° 64

Sommaire :

- L'heure des petits-fils de Staline
- The Historical Path of British Labourism
- Cours de l'impérialisme mondial
- Marx - British Commerce
- Marx - Le commerce britannique
- Sur le fil du temps : Réformisme et socialisme - Capitalisme et réformes
- Les lauriers de la social-démocratie autrichienne : Otto Bauer ou la révolution chez les autres
- The International Communist Party - Some Publications of the I.C.P.

88 pages — Prix : 6 F — Commandes au Prolétaire

### RÉUNION PUBLIQUE A REIMS

le vendredi 29 novembre, à 20 h 30

Salle Carteret

A L'ATTAQUE DE LA BOURGEOISIE  
ET A LA TRAHISON DE L'OPPORTUNISME  
OPPOSONS LE FRONT UNI DU PROLETARIAT

XXI<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C.F.

## Un « parti fort » pour... la collaboration des classes

Les spontanistes qui participent au débat oiseux où l'on cherche à savoir si l'Union de la Gauche est « une coalition de collaboration de classes », ou seulement « un projet de collaboration de classes », ceux-là ont oublié de voir aux tribunes du congrès le mélange entre les drapeaux tricolores et les drapeaux rouges, symbole indiscutable de la conciliation des intérêts des classes opposées. C'est que le PCF n'est plus depuis longtemps un parti révolutionnaire, mais un parti agissant pour le renforcement de l'Etat bourgeois et impérialiste.

Le XXI<sup>e</sup> congrès entérine la « stratégie » du « rassemblement de tous les Français », de « l'union du peuple de France » où se retrouveraient patrons et ouvriers, socialistes et chrétiens, communistes et gaullistes, sans qu'aucun renie ses intérêts ou ses objectifs propres, tous unis dans le coude à coude de la lutte contre les monopoles cosmopolites et la vassalisation de la France à l'Amérique. Et comme le rappelle justement le congrès, si ce « rassemblement national » tranche sur la période précédente où le PCF était exclu de la « vie politique », s'il est rendu nécessaire par la situation de crise qui se développe, les principes aussi bien que la pratique d'une telle union font partie intégrante du patrimoine de ce parti et se relient à une longue tradition : « Le Parti communiste ne vit que pour unir et rassembler. 1934 contre le fascisme, 1936 pour le Front populaire, 1940 contre la bourgeoisie faillie et l'envahisseur, 1945 pour la reconstruction nationale, 1958 pour semer le grain de 1972 et la récolte de 1974 : à chaque étape le PCF s'est naturellement trouvé devant, en tête, avec les défricheurs, défricheur lui-même » (France Nouvelle du 3-9-74).

Tels sont les hauts faits dont peut se revendiquer ce parti « communiste » ; ils devraient rappeler à ceux qui feignent de l'oublier aujourd'hui qu'il y a une continuité

historique entre la lutte contre le fascisme au nom de la démocratie et la défense de l'Etat bourgeois dans la guerre impérialiste, comme dans le maintien des colonies et l'asservissement du prolétariat à l'Etat ; mais ces faits dénoncent aussi comme des imposteurs ceux qui prétendent ne pas voir de lien nécessaire entre la participation à la guerre impérialiste aux côtés de la bourgeoisie — comme ce fut le cas sous la forme des fronts de la résistance patriotique — et la reconstruction de l'Etat, de l'économie et de l'empire colonial.

Mais à quelle continuité historique le PCF peut-il rattacher cette orientation invariante dans la collaboration de classes ? Ne pouvant évidemment la trouver dans la lutte internationale du mouvement communiste, il la cherche dans « l'histoire sociale française » où le prolétariat aurait une « vocation nationale ». Ce faisant il est condamné à l'imposture, au mensonge, au travestissement des faits.

Selon lui, toute « l'histoire sociale [!] française au cours des cent ou cent cinquante dernières années s'ordonne, en effet, autour d'un événement essentiel : le passage d'une classe ouvrière entraînée dans le sillage de la bourgeoisie par une petite bourgeoisie hégémonique au sein des forces populaires, à une classe ouvrière apte à rassembler autour d'elle les forces populaires et à détacher l'ensemble de la société du noyau restreint des oligarques monopolistes » (France Nouvelle du 29-10-74). Passons sur 1848 et 1871, dont la grande leçon est qu'ils sont des « solo tragiques ». Passons sur 1914 où le parti « résiste mal au choc de la guerre, faute d'avoir dominé le phénomène de l'impérialisme » (ah ! ces maudites « erreurs d'analyse »). « C'est le même effort que reprend l'organisation que les communistes créent en 1920. Après avoir acquis son identité en se délivrant de la lourde hypothèque des pratiques sociales-démocrates [qui devaient sans

doute dériver également d'erreurs d'appréciation], le jeune PCF s'est orienté résolument vers la recherche d'une solution correcte à l'unité de lutte du peuple français » ; et l'article de France Nouvelle de rappeler qu'en 1936, au congrès de Villeurbanne, Thorez lança le fameux mot d'ordre : « union de la nation française ».

Que sont donc la révolution russe, l'Internationale de Lénine ? Une parenthèse où le PCF se replie sur lui-même pour puiser des forces afin de rassembler toute la nation française ! Même la période de la dégénérescence de l'Internationale est rejetée avec dédain, tant il est vrai que la continuité de l'orientation actuelle ne peut être trouvée qu'avec « l'Internationale » complètement stalinisée.

Il y a un seul point où le PCF ose faire allusion à l'Internationale. C'est pour revendiquer le « front unique ouvrier », mais conçu comme un front de partis pour la démocratie, ce que n'étaient ni le front unique du III<sup>e</sup> Congrès, ni même les applications pratiques plus ou moins critiques qui ont suivi.

Cette revendication formelle du « front unique », complètement déliée des principes révolutionnaires et authentiquement marxistes de l'Internationale de Lénine, permet au PCF de justifier toutes les orgies frontistes du stalinisme, en passant par « l'initiative » de Thorez de 1934, « décisive » selon France Nouvelle, le « front unique à tout prix » — et, ajouterons-nous, avec n'importe qui — pour la démocratie.

★

Et le socialisme, dans tout cela ? Eh bien, comme dans l'ivresse des jours « extraordinaires », on peut bien se laisser aller à rêver de « socialisme » et même de... « dictature du prolétariat », mais c'est tout de suite pour ajouter que le moment n'est pas venu, car les conditions de ce socialisme sont

telles que le moment n'est jamais venu : la principale condition est que la « majorité de la nation » veuille le socialisme, qui sera nécessairement pacifique, et la dictature du prolétariat, présentée comme « le pouvoir [obligatoirement parlementaire] de 80 % des Français ! » ; on peut ainsi présenter toute initiative politique comme un pas en direction du socialisme puisqu'elle servirait à rallier des couches nouvelles en démontrant la capacité politique et sociale des ouvriers. Et l'on ajoute qu'avec les autres couches, « l'union ne doit pas se faire par un ralliement aux intérêts spécifiques de la classe ouvrière, mais sur la base de la défense d'intérêts à la fois communs sur le plan national et diversifiés selon les couches sociales concernées » (France Nouvelle du 29-10).

Le discours est donc toujours double : aux ouvriers on promet le socialisme pour demain, mais aux bourgeois on assure que les ouvriers sauront accepter dans l'immédiat les sacrifices exigés pour « sortir la nation de la crise et de la dépendance », pourvu qu'on donne quelques réformes insignifiantes en pâture aux masses ouvrières et quelques miettes aux couches sociales dont l'opportunisme est l'expression politique.

C'est ainsi qu'en mettant le PCF en avant, « devant, pour mieux rassembler », en prétendant conserver au parti « son rôle d'avant-garde » et de « parti de classe » on répond également à la nécessité du double discours, caractéristique des partis opportunistes, en d'autres termes des partis ouvriers bourgeois, qui font dans la classe ouvrière une politique bourgeoise, c'est-à-dire subordonnent dans les faits les intérêts ouvriers à ceux du capitalisme.

« La classe ouvrière, par ses organisations syndicales et politiques, en raison des réalités économiques et sociales, est appelée à jouer dans l'union un rôle décisif ». Aux ouvriers on dit (nous citons toujours France Nouvelle du 29-10) : un parti

« communiste » fort est la garantie de « l'abandon de la collaboration de classe par nos alliés », à la différence de ce qui se passe en Angleterre et en Allemagne — comme si on ne pouvait pas collaborer en étant dans l'opposition parlementaire —, et la promesse vague que l'on tâchera d'aller un peu plus loin que ce qui est dit. Aux bourgeois, on explique justement que seul un parti influent dans la classe ouvrière garantit le succès de la tentative de contenir les vagues sociales et politiques suscitées par la crise : « toute tentative pour limiter ou amoindrir ce rôle est préjudiciable [non pas à la classe ouvrière, mais] à l'ensemble de la lutte [contre la crise et pour l'indépendance] et aux intérêts de tous ceux qui combattent ».

Le PCF peut bien avoir des préoccupations internes, il peut bien aussi rivaliser électoralement avec les autres partis de la coalition, et les rêves naissant dans certains secteurs de la bourgeoisie sur la possibilité de solutions politiques nouvelles si le PS parvenait à se donner quelques jambes ouvrières par le canal de la CFTD, peuvent bien lui créer des soucis électoraux. L'importance de ce congrès est dans les revendications de « rassemblement national » et d'un « parti ouvrier fort » qui ont tenu la vedette : ce sont des objectifs inséparables qui consistent à appâter les ouvriers et à garantir à la bourgeoisie une influence sans laquelle toute méthode démocratico-opportuniste pour faire face à la crise serait fortement compromise.

En somme, ce congrès symbolise le paradoxe du parti ouvrier bourgeois : plus sa politique doit se faire ouvertement bourgeoise, et plus il se veut, plus il a besoin d'être ouvrier.

Contre le « parti ouvrier fort » pour la collaboration des classes, les vrais communistes luttent pour le parti ouvrier fort pour la lutte de classe, le parti de la révolution communiste mondiale.

## Les pudeurs du menchévisme

(suite de la page 1)

gager pour essayer de réduire aux moindres frais la banqueroute du régime. Le devoir d'une avant-garde révolutionnaire serait de s'efforcer d'exercer — au moyen de la lutte de classe — la plus grande pression sur l'Etat et ses laquais « ouvriers », en développant une campagne active pour l'indépendance immédiate et sans conditions des colonies, et pour la défense des conditions de vie et de lutte du prolétariat — c'est-à-dire qu'elle devrait s'opposer sur tous les points à la stratégie politique du MFA.

Dans un article aussi remarquable par ses affirmations que par ses silences, *Lutte de Classe*, revue théorique de *Lutte Ouvrière*, aborde dans son numéro du mois d'octobre la question portugaise et « la politique des révolutionnaires » (1).

L'article accomplit tout d'abord le rare exploit de passer sous silence la question coloniale dans le contexte politique portugais — et de ne même pas faire une déclaration de principe, absolument impérative pour tout communiste, sur ce problème essentiel de l'internationalisme et de la révolution. Une deuxième « performance » de l'article concerne une autre omission : rien n'est dit des entraves dressées par le MFA à l'encontre du mouvement ouvrier, même sur le terrain de la défense immédiate (alors qu'on sait que le gouvernement, avec un sûr instinct de classe, a essayé par tous les moyens de soumettre la classe ouvrière aux exi-

gences du capitalisme portugais et de stériliser ce terrain riche de potentialités pour la propagande, le prosélytisme et l'organisation des travailleurs).

L'article va logiquement jusqu'au bout de sa capitulation en apportant sa modeste contribution théorique à la politique de collaboration des classes préconisée par le PCP « devant les difficultés du moment » : « Dans la période de difficultés économiques dans laquelle se trouve le Portugal, marquée par une inflation rapide, par les difficultés créées par la fuite croissante des capitaux, le renforcement de la classe ouvrière n'implique pas une accentuation des luttes salariales, ou la radicalisation des grèves », peut-on y lire. En clair, L.O. explique aux prolétaires que dans les circonstances du moment, étant donné l'inflation et le marasme économique qui rongent leurs déjà maigres conditions d'existence, la lutte défensive n'est pas indispensable — et surtout pas une lutte décidée...

*Lutte de Classe* justifie sa trahison par le danger d'un changement d'attitude du MFA à l'égard du mouvement ouvrier, et le risque d'une guerre civile prématurée, que le prolétariat ne serait pas prêt à affronter.

Nous ne sommes certainement pas les champions de la « théorie de l'offensive » selon laquelle il faut toujours être à l'attaque et transformer tout mouvement des masses en un mouvement insurrectionnel. Mais L.O. renverse cette théorie infantile et soutient implicitement la théorie du légalisme sénile, selon laquelle toute lutte ouvrière, même la lutte défensive, immédiate, fera passer le MFA à l'offensive finale. Donc : « Prolétaires !

S'il vous attaque, l'adversaire vous écrasera ! Si vous vous défendez, il vous anéantira également ! Une seule solution : restez tranquilles ! »

Voilà en somme une « nouvelle » théorie de « l'offensive permanente de la bourgeoisie » qui justifierait « la démobilisation permanente du prolétariat »...

En fait, il s'agit de la vieille chanson de la social-démocratie qui voudrait masquer sa trahison — tout comme le stalinisme aujourd'hui — en invoquant la toute puissance de la bourgeoisie et de ses organes de répression.

Certes, on peut concéder à L.O. que l'absence de parti de classe voue à l'échec toute éventuelle révolte ouvrière. Mais la conclusion qui s'impose alors est la reconstitution du mouvement ouvrier révolutionnaire, dont le préalable est la reconstitution du parti. Et cela ne peut être fait que sur la base de la revendication du principe de la lutte de classe qui, au Portugal en particulier, exige un combat acharné contre le colonialisme et le « néo-colonialisme », contre la répression du mouvement ouvrier, contre tous les sacrifices que la bourgeoisie dominante exige des prolétaires au nom de « l'intérêt général » et jamais, est-il besoin de le rappeler, sur la base de la collaboration des classes !

Non contente de son appel à la « démobilisation », L.O. invite au contraire les prolétaires à la collaboration des classes active : « Encore une fois, poursuit l'article, si le mouvement des capitaines a une politique de « gauche » à l'égard de la classe ouvrière, cela signifie seulement que, contrairement à la droite, ce n'est pas à coups de trique qu'il veut imposer les sacrifices aux travailleurs, mais en demandant à ces derniers de le faire

volontairement ». Face à une telle politique, la riposte communiste élémentaire serait de dénoncer les manœuvres qui se cachent derrière les appels au secours de la « démocratie restaurée » et à lutter contre elles. Mais pour L.O. il ne s'agit pas du tout de cela : « Eh bien c'est justement là que les organisations ouvrières dignes de ce nom doivent exiger des contreparties et faire en sorte que la classe ouvrière ne sorte pas perdante de l'affaire, mais, au contraire, y gagne sur le plan politique ». Comment le prolétariat pourrait-il courber l'échine, sombrer dans la collaboration des classes, ne pas radicaliser ses luttes, et simultanément gagner sur le plan politique ? « La première des exigences consiste en ceci que les sacrifices « pour remettre l'économie en marche », suivant la formule désormais consacrée, n'incombent pas exclusivement à la classe ouvrière ». Autrement dit, la lutte des prolétaires ne concerne que les périodes de capitalisme florissant ; en attendant, dit L.O., exigeons des sacrifices de toutes les classes, et pas seulement des prolétaires. Vieille chanson que — pour ne prendre qu'un exemple — les laquais travaillistes du capital britannique reprennent à chaque période de crise ! Les social-traitres de 1914 n'affirmaient-ils pas déjà que la lutte de classe ne concernait que les périodes de paix, tandis que pendant la guerre il fallait faire l'Union Sacrée ?

Résumons. La classe ouvrière n'est pas prête pour affronter « la lutte finale » ; donc, prolétaires, démobilisez-vous ! s'écrie L.O. On vous demande la collaboration des classes ? Très bien, mais gagnez des concessions sur le plan politique. Comment ? Faites en sorte (mais sans lutte, pour ne pas ef-

frayer les capitaines...) que les sacrifices soient équitablement répartis. Par quel moyen ? Parbleu, par le contrôle ouvrier :

« Et le seul moyen d'éviter que cela se fasse, c'est que les travailleurs contrôlent la production, contrôlent les mouvements des capitaux, contrôlent les livres de comptes ».

Baissons la culotte, mais gardons la cravate de notre dignité théorique ! A chacun sa pudeur...

Naturellement, l'article mobilise l'artillerie théorique lourde à l'appui d'une telle politique :

« La classe ouvrière a toujours intérêt à faire de la petite-bourgeoisie radicale son alliée, au lieu de la dresser contre elle ; elle a toujours intérêt à aider les représentants de cette petite-bourgeoisie radicale à aller aussi loin que possible. Le fait qu'en l'occurrence les petits-bourgeois portent l'uniforme change bien des choses, mais pas le fond politique de l'affaire ».

Laissant de côté la trahison infâme que constitue déjà en soi le fait de qualifier de « radical » le Mouvement des Forces Armées, rappelons les affirmations de toujours du marxisme (voir l'Adresse de 1850 de Marx et *Deux Tactiques* de Lénine) : l'appui du prolétariat aux forces démocratiques radicales (national-révolutionnaires) consiste dans son propre combat qui pousserait de l'avant, contre la bourgeoisie couarde, contre les oscillations et les abdications inévitables de la petite bourgeoisie, les forces convergentes momentanément contre les classes historiquement réactionnaires.

*Lutte Ouvrière*, pour sa part, voudrait que les prolétaires promettent la paix sociale au MFA (en accompagnant son souhait du slogan bien connu : « retroussez vos manches ») : c'est une honteuse abdicaton devant les exigences de la bourgeoisie portugaise « éclairée ».

Les chemins sont innombrables, qui mènent au menchévisme...

(1) « Après la démission de Spínola, les organisations ouvrières et le mouvement des forces armées en tête à tête », *Lutte de Classe*, octobre 1974.

# PARTI OUVERT ET PARTI FERMÉ

Les partis opportunistes sont par définition des partis « ouverts », et ce dans un double sens : ils n'ont pas un programme rigoureusement délimité reposant sur des bases sûres, ni même parfois des buts établis de façon indiscutable ; d'autre part — mais les deux choses se conditionnent réciproquement — ils ont une structure organisationnelle lâche, qu'ils adaptent continuellement, comme leur programme, au flux changeant des situations extérieures. Le fait que pour eux « le mouvement soit tout, le but rien » a pour conséquence nécessaire que les principes, le programme, la tactique, l'organisation ne sont rien non plus. Ils prétendent être « concrets », « mordre » sur la réalité quotidienne et, dans cette mesure, la transformer ; en réalité, ils se soumettent servilement aux « faits », ils acceptent passivement de se laisser transformer par eux, bref ils font du suivisme. Ce sont des maisons sans murs, des fenêtres sans vitres : tout y pénètre indifféremment, tout peut en sortir indifféremment.

Comme l'a revendiqué Lénine dans sa polémique contre Martov au II<sup>e</sup> Congrès du POSDR (sans même parler des Statuts de la I<sup>re</sup> Internationale), le parti révolutionnaire marxiste est au contraire un parti « fermé », avec un programme invariable, des buts immuables, un plan tactique défini, une discipline organisationnelle inviolable. C'est une forteresse entourée de murailles : partie, ou mieux, organe de la classe dans sa lutte d'émancipation, c'est une force de sélection et de synthèse, non une « gélatine » indifférente, et il doit être en tant que guide en perspective de la conquête du pouvoir et de l'exercice de la dictature. N'y entre pas n'importe qui : l'arsenal de ses armes politiques n'est pas une exposition publique d'objets interchangeables selon le goût du client, mais un patrimoine unique et contraignant, qui ne fait pas l'objet de « choix », qui n'est pas exposé aux vicissitudes de la contingence historique.

Les partis opportunistes ont pour caractéristique l'hétérogénéité, le flou, l'absence de frontières. Ce qui caractérise le parti révolutionnaire marxiste c'est — bien qu'il ne s'agisse pas d'un fait acquis, mais d'une réalité à défendre — la délimitation à l'égard de l'extérieur, l'unité à l'intérieur. Dans les premiers, la classe, en tant qu'entité dynamique, perd sa vigueur et se dissout ; non seulement elle perd la vision de ses buts historiques et de la voie qui y mène, mais elle absorbe des finalités qui lui sont étrangères et s'adapte à des voies qui ne sont

pas les siennes. Dans le parti révolutionnaire par contre, elle intègre ses énergies dans un organe agissant dans une direction unique sur une voie unique. Le parti révolutionnaire marxiste précède la classe, il ne la suit pas ; il la dirige, il n'est pas dirigé par elle ; mieux, il représente, au sens propre, la classe vue dans son parcours historique, non dans ce qu'elle peut avoir d'accidentel, dans le temps comme dans l'espace.

Seuls ceux qui sont incapables de se servir de la dialectique peuvent trouver une contradiction entre le caractère « fermé » du parti en tant que fait de conscience et de volonté, en tant que programme et organe de combat organisé, et d'autre part sa candidature à la direction des grandes masses prolétariennes et, auparavant, à la conquête d'une influence prédominante en leur sein. S'il y a un « manuel » de projection du parti vers l'extérieur, c'est bien le **Que faire ?** de Lénine — et pourtant, plus qu'aucun autre, ce « manuel » d'action pratique et de militantisme actif part précisément de la défense du « dogmatisme » fermé de parti pour arriver à la définition de la multiplicité de ses tâches « ouvertes », c'est-à-dire tournées vers l'extérieur.

A l'opposé exact de ce que prétend l'opportunisme, la vérité est que la « fermeture » du parti révolutionnaire marxiste dans les murailles rigides du programme, des principes, des buts, du « plan tactique », de l'organisation, est la condition nécessaire de sa capacité à agir précisément comme force qui synthétise les innombrables poussées qui naissent du sous-sol social et qui, laissées à elles-mêmes, se perdent dans les petits ruisseaux de la lutte quotidienne et de ses inévitables reflets, l'empirisme et l'éclectisme opportunistes. Guider les masses, cela signifie pour le parti les diriger à l'aide d'une méthode unique vers un but unique, en rassemblant et en unifiant les couches prolétariennes poussées par des déterminations objectives dans l'arène des luttes sociales ; ces couches, dans leur grande majorité, ne peuvent accéder à la compréhension de son programme (et donc à plus forte raison de ses buts ultimes), mais elles se polarisent autour de lui parce que son action, qui n'est pas inspirée par des intérêts sectoriels et changeants, rencontre la pression inexorable d'exigences vitales communes à tous. Le parti révolutionnaire pose sa candidature à la direction des masses précisément parce qu'il tend à réaliser autour de lui la plus grande unification d'énergies sélectionnées et « dirigées ». Ce n'est pas par capri-

ce intellectuel ou pire, moral, qu'il se trace des « frontières », mais parce que la lutte l'exige. Il ne s'agit pas pour le parti de s'enfermer à l'intérieur de ces frontières pour se reposer complaisamment sur ses lauriers d'élite » prête à agir seule au moment où l'histoire décrètera qu'elle doit entrer en scène. Il s'agit, protégé par ces frontières, d'agir pour réaliser la plus grande unité possible de la classe dans une situation objective donnée, dans la perspective d'une soudure qui, même si elle ne se crée pas de façon arbitraire, ne tombe pas du ciel, entre les buts historiques et le mouvement réel de la classe.

Dans un article de 1921 (1) consacré au **Front Unique** (un objectif aujourd'hui lointain, mais qu'on doit, en toute circonstance, avoir en perspective) nous écrivions :

« Celui qui verrait une contradiction entre l'appel à l'union de tous les travailleurs et le fait qu'on détache une partie de ces travailleurs des autres, pour les constituer en un parti ayant des méthodes différentes de celles de tous les autres partis — même ceux qui se réclament du prolétariat et se disent révolutionnaires — celui-là prouverait qu'il n'a rien compris à notre programme car en vérité les deux choses ont exactement la même origine.

« Les premières luttes que mènent les travailleurs contre la classe dominante bourgeoise sont des luttes de groupes plus ou moins nombreux pour des objectifs partiels et immédiats.

« Le communisme proclame la nécessité d'unifier ces luttes dans leur développement de façon à leur donner un but et une méthode commune, et il parle donc d'unité par-delà les différentes catégories professionnelles, par-delà les situations locales, les frontières nationales, les différences de race. Cette unité n'est pas une somme matérielle d'individus ; elle s'obtient au travers d'un changement d'orientation de l'action de tous ces grou-

pes ou individus quand ceux-ci sentent qu'ils forment une classe, c'est-à-dire quand ils sentent qu'ils ont un but et un programme communs.

« Tout en ne comprenant dans ses rangs qu'une partie des travailleurs, le parti représente donc cependant l'unité du prolétariat, du fait que des travailleurs de professions, de localités, de nationalités différentes y participent sur le même plan, avec les mêmes buts et la même règle d'organisation.

« Une union formelle, de type fédératif, de syndicats de catégorie, ou encore une alliance de partis politiques du prolétariat, rassemblent certes des effectifs supérieurs à ceux du parti de classe, mais elles ne permettent pas de réaliser l'objectif fondamental de l'union de tous les travailleurs, car elles n'ont ni cohésion ni unité de buts et de méthodes ».

Illustrant l'action menée par le Parti en vue de l'unification des syndicats de classe de l'époque, l'article poursuit, dans des termes tout à fait actuels : « Les communistes italiens soutiennent énergiquement, avant même que l'on arrive à cette unité d'organisation à laquelle s'opposent de nombreux obstacles, la nécessité de l'action d'ensemble du prolétariat tout entier, aujourd'hui que ses problèmes économiques partiels se fondent, face à l'offensive des patrons, en un problème unique, celui de la défense commune.

« Encore une fois, les communistes sont convaincus qu'en montrant aux masses que l'objectif est unique, et que pour faire face à la menace de réduction des salaires, au chômage et à toutes les autres manifestations d'offensive anti-ouvrière il faut une tactique unique, on facilitera la démonstration du fait que le prolétariat doit avoir un programme unique d'offensive révolutionnaire contre le régime capitaliste, et que ce programme est celui qu'a tracé l'Internationale Communiste : la lutte dirigée par

le parti politique de classe contre l'Etat bourgeois, pour la dictature du prolétariat.

« Du « front unique » du prolétariat organisé sur le plan syndical contre l'offensive bourgeoise naîtra le front unique du prolétariat sur le programme politique du Parti Communiste, tout autre programme révélant son insuffisance au travers de l'action et de la critique incessante exercée par le parti ».

Dans **Que faire ?**, comme en 1903, Lénine voyait la citadelle fortifiée du parti au centre d'un réseau de **lose Organisations**, d'une myriade d'organisations intermédiaires libres, ouvertes à tous les ouvriers ; et il lui indiquait comme tâche d'y pénétrer et de les resserrer autour de lui, comme les cercles concentriques d'une influence croissante. C'est seulement à cette condition que la classe ouvrière pourrait un jour — comme elle le fit — se lancer, elle aussi compacte et fermée à l'égard de la classe dominante et de ses laquais, à l'assaut du pouvoir.

Ceux qui sont plongés jusqu'au cou dans l'idéologie de la classe dominante peuvent, si cela leur chante, y voir un paradoxe : seuls les révolutionnaires — ancrés dans leur organisation minoritaire, jaloux de son indépendance, opposés à toute fabrication d'hybrides entre partis, convaincus du caractère provisoire et de l'insuffisance de toute conquête partielle dans le cadre de la société bourgeoise — ont cependant le droit de parler d'unité de la classe ouvrière contre le capital, de front prolétarien contre la bourgeoisie et son allié l'opportunisme, de lutte conséquente pour la défense des conditions immédiates de vie et de travail des masses exploitées !

Eux seuls en ont le droit. Ils doivent en acquérir la force.

(1) Publié dans **Le Proletaire** n° 183.

## APRÈS LE REFERENDUM EN SUISSE

# Egalité totale des droits pour les travailleurs immigrés !

Ce n'est pas d'aujourd'hui que des conditions particulières ont fait de la Suisse le modèle de ce que doit combattre le prolétariat pour s'émanciper. Dans ce petit pays, qui est un véritable coffre-fort pour l'impérialisme, et où un prolétaire sur deux est étranger, le phénomène de l'aristocratie ouvrière atteint de telles proportions, et l'influence de l'opportunisme sur les ouvriers suisses est tellement pernicieuse, que Lénine indiquait déjà au début du siècle comme un devoir impérieux pour les communistes en Suisse la revendication de l'égalité des droits politiques entre nationaux et immigrés, revendication qui doit être inscrite sur le drapeau des prolétaires de tous les pays où existe une immigration ouvrière.

On imagine que les décennies noires de la contre-révolution n'ont pas amélioré les choses dans ce pays où les syndicats respectent depuis quarante années l'ignoble « paix du travail » garantissant à la bourgeoisie que les ouvriers n'auront pas recours à la grève. L'accablement politique du prolétariat est tel que les prolétaires qui veulent exprimer leur solidarité envers leurs frères de classe sont encore impuissants à faire plus que voter NON au dernier référendum exigeant l'expulsion de 500.000 étrangers, c'est-à-dire à dépasser le geste de solidarité le plus élémentaire, qui reste individuel et laisse entière la nécessité de la lutte pour la défense des prolétaires immigrés contre l'immonde démocratie helvétique.

L'initiative a été repoussée par 66 % des électeurs, contre

54 % pour le référendum de 1970, mais il serait fou de voir dans ces chiffres un recul de la xénophobie, même dans les rangs du prolétariat suisse. Ce serait oublier l'intense matraquage idéologique pour le NON à l'expulsion des étrangers mené par la grande bourgeoisie qui se prétend ainsi l'amie des immigrés.

Ce serait aussi oublier que l'opportunisme, Parti Suisse du Travail en tête, s'il s'est opposé à l'initiative d'extrême droite, ne l'a pas fait pour lutter contre la « xénophobie » qui sévit dans les rangs ouvriers. Bien au contraire, il a même prêté à l'avance le pardon général pour les partisans de l'expulsion des étrangers — xénophobes ou pas, nous sommes tous des Suisses, que diable ! Que l'on en juge : « ces salariés qui diront OUI à l'initiative contre l'emprise étrangère ne se prononceront pas tellement contre la présence des immigrés. Ils se prononceront contre le patronat [(!)]. Ce que traduira le vote des travailleurs qui se laisseront prendre à ce jeu-là, c'est leur rancœur, leur mécontentement : devant la vie chère, les hausses de loyer en rafale, les surtaxes, les impôts écrasants, les difficultés de toutes sortes qui s'accumulent et se conjuguent » (Voix Ouvrière du 12-10).

Une telle attitude par laquelle les héritiers du stalinisme montrent qu'ils sont tombés dans des cloques dignes de l'antisémitisme, est une conséquence de la politique que les communistes combattent précisément pour souder les rangs des prolétaires par delà les frontières.

Si donc le PST s'est opposé à l'extrême-droite, ce n'est ni au nom des intérêts du prolétariat, ni même par haine de la xénophobie ; mais tout simplement au nom de l'« intérêt général », c'est-à-dire des besoins présents du capitalisme suisse, comme le confirme cette déclaration de J. Vincent, secrétaire du PST, dans la Voix Ouvrière du 24-10 : « Il est bien entendu, et nous l'avons dit, que le Conseil Fédéral devra maintenir la politique de stabilisation du contingentement de la main d'œuvre et MEME LE REDUIRE ».

Ceci ne fait que confirmer qu'aucun vote ne saurait empêcher le capital et ses valets d'œuvrer pour refouler les travailleurs étrangers, et que la plus élémentaire défense des travailleurs immigrés, non seulement sur le plan économique, mais même contre les exactions de l'Etat et de ses sbires, passe par la lutte de classe contre le capital et son Etat, pour la démolition de l'ignoble « paix du travail ».

Dans cette lutte, les communistes doivent œuvrer pour l'unification du prolétariat en combattant la xénophobie et l'opportunisme chauvin qui paralysent les travailleurs. Ils doivent mettre en avant parmi les ouvriers autochtones et immigrés la revendication de la liberté de circulation et celle de l'égalité totale des droits pour les travailleurs immigrés, le prolétariat suisse devant se désolidariser de l'oppression perpétrée par son propre Etat vis-à-vis de ses frères de classe. C'est une condition sine qua non pour souder les rangs du prolétariat international.

## PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il Nr 20 (30 ottobre 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

Acaba de aparecer el n° 3 (noviembre 1974) de :

### IL PROGRAMMA COMUNISTA

di cui diamo il sommario.

- Partito chiuso e partito aperto.
- Sciopero in difesa di nuove condizioni di vita e di lavoro, non per un nuovo sviluppo capitalistico !
- Il movimento di liberazione in Angola e Mozambico.
- Un modo distorto di porre le rivendicazioni economiche immediate.
- Sui rapporti fra il partito comunista e altri partiti e correnti politiche.
- Il corso tormentato dell'economia mondiale.
- In morte di Miguel Enríquez.
- Spagna : ondata poderosa di scioperi.
- Gestire la crisi : il sogno dell'opportunismo.
- La lotta dei metalmeccanici di Marano Vicentino.
- Azione e solidarietà di classe con i disoccupati.
- Una nostra « mozione » sugli Enti locali.
- Note su Inghilterra, la crisi vista dai borghesi, ecc.

### EL COMUNISTA

Suplemento en español de IL PROGRAMA COMUNISTA

Sumario :

- Luchas obreras en España.
- Presupuestos inmutables de la manobra táctica.
- Al frente unido de burguesía y oportunismo, opongamos el frente unido proletario.
- Los puntos sobre las íes.
- Notas al vuelo.

### PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).
- A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

# A bas les conciliateurs, vive la lutte de classe !

(suite de la page 1)

se n'a pas été ouverte par les organisations syndicales», reconnaît le Figaro du 4-11. Ces dernières se proposent-elles d'utiliser la force de classe du prolétariat, d'entraîner les secteurs hésitants en les faisant profiter de la force des plus déterminés, afin d'imposer à la bourgeoisie des concessions qu'elle refuse catégoriquement ? Pensez donc ! Si le gouvernement maintenait son attitude intransigeante, il s'ensuivrait « une dégradation du climat, des grèves sporadiques, catégorielles, que les pouvoirs publics auraient beaucoup plus de mal à maîtriser » (Le Figaro du 9-11), déclare E. Maire, rabaisant ainsi la fonction du syndicat à celle d'un « sismographe social ». Quant à Ségué, il affirme d'un côté : « nous ne verrons pas la grève générale » (L'Humanité du 8-11), ce qui signifie clairement que pas plus que la CFDT, la CGT n'a l'intention de généraliser et d'étendre les luttes actuelles ; de l'autre, il déclare dans sa « lettre ouverte » aux autorités (Giscard, Chirac, Ceyrac), qu'il continue « à penser qu'il est possible d'aboutir à des compromis acceptables » (L'Humanité du 6-11). Ces « compromis », il est facile de s'en faire une idée quand on analyse les « concessions » que la CGT jugerait suffisantes pour que les postiers reprennent le travail, mais qui ne donnent pratiquement rien aux

catégories qui ont déclenché le mouvement.

L'opportunisme a beau polémiquer sur les responsabilités de la situation lorsque le gouvernement appelle à la « discipline collective », il ne conteste en rien la nécessité de cette discipline, puisqu'il veut faire croire aux travailleurs cette fable bourgeoise selon laquelle l'amélioration de leur sort dépendrait de la « bonne gestion de l'entreprise » ou du « bon fonctionnement du service public » c'est-à-dire dépendrait de la bonne marche du capital et de l'Etat, sans espoir d'émancipation.

La réalité est que l'opportunisme connaît « les limites économiques au delà desquelles il serait démagogique de vouloir aller », comme le déclarait Ségué le 4-9 à France-Inter, limites que par ailleurs la crise rend de plus en plus étroites, si bien que la bourgeoisie ne peut céder sans la lutte décidée des travailleurs, mis à part des concessions tout à fait mineures dont l'objectif n'est pas tant de soulager le prolétariat que de diviser ses rangs et de briser sa combativité. On peut certainement faire confiance à Ségué lorsqu'il affirme qu'il ne « vise pas le chambardement et le chaos ». Il a pour principe la conciliation des intérêts de classe. Aussi, lorsque les grèves éclatent, se dépêche-t-on de les arrêter, comme en Lorraine, sous prétexte de « préserver l'unité », (au sens d'unité avec les syn-

dicats qui ne peuvent même pas se payer le luxe d'une opposition au gouvernement quel qu'il soit) ; au lieu de les utiliser comme levier dans la lutte contre la bourgeoisie, on tente de noyer la poussée de classe dans la « solidarité avec les usagers », l'union du peuple pour les urnes, demain, si la lutte sociale n'avait plus d'issue ; c'est-à-dire que l'on châtre la réaction ouvrière de tout contenu de classe.

Et tandis que l'opportunisme « auto-limite » la revendication ouvrière et tente d'empêcher que dans la lutte de résistance ne naisse une force de classe, la bourgeoisie a les mains libres pour agir et mener ses campagnes d'intoxication sur le terrain où l'on confine le prolétariat, celui de l'opinion publique, qui ne peut servir que l'Etat. Elle n'hésite pas, elle, à utiliser sa force de classe contre le prolétariat : que ce soit pour faire évacuer les centres de tri, les puits de mine ou les usines occupées ; ou pour persécuter les travailleurs immigrés et les intimidés, dans l'espoir de paralyser leur lutte et celle des secteurs industriels les plus frappés par la baisse de la production, et même de les faire repartir chez eux.

C'est ainsi que l'opportunisme n'a pas besoin d'être au gouvernement, comme en Angleterre ou au Portugal, pour pratiquer dans les faits une véritable division du travail avec la bourgeoisie, un véritable « contrat social ».

Les réactions à cette politique criminelle restent encore aujourd'hui le fait de minorités exiguës qui cherchent confusément à s'opposer au réformisme. Mais l'aggravation de la crise d'un côté, et la subordination totale et irréversible de l'opportunisme syndical aux intérêts de la production et de la nation, sa courtoisie sans limite envers la bourgeoisie, son respect servile de l'Etat de l'autre, devront tôt ou tard susciter des réactions plus amples des masses ouvrières, qui en viendront à exiger des mesures les soulageant réellement, et des méthodes de lutte radicales pour les obtenir.

C'est pour donner son maximum d'ampleur et de profondeur à cette révolte salutaire que le parti, avec ses faibles forces, défend la nécessité de l'utilisation des armes de classe ; c'est pour cela qu'il montre la nécessité de la solidarité ouvrière la plus large ; c'est pour cela qu'il défend la nécessité pour les prolétaires de se regrouper sur la base de la défense réelle de leur force de travail et de la lutte contre les attaques patronales et étatiques et la violence bourgeoise, au sein d'organisations ouvertes à tous les prolétaires — dans les syndicats et hors des syndicats — où puisse renaître une véritable vie de classe, en rupture avec les méthodes criminelles de l'opportunisme conciliateur, adorateur des fétiches

de la patrie, de la production nationale et de la paix sociale.

Dans un tel mouvement de classe, le parti doit lutter avec son programme et ses méthodes propres, afin de lui permettre de dépasser l'inefficacité des groupes immédiatistes. Ces derniers peuvent mettre en avant certaines revendications intéressant les prolétaires et certaines méthodes indispensables à la lutte — bien qu'ils le fassent souvent dans une confusion telle qu'en réalité ils posent à la lutte économique, à la lutte de résistance, des conditions, des préalables politiques, qui la paralysent. Mais surtout, parce qu'ils méconnaissent la nature réelle de l'opportunisme et ont une idée complètement faussée de la révolution et de ses exigences, ils se mettent à la traîne de l'opportunisme dès qu'il dirige une action, sans voir que cette direction ne peut répondre aux exigences d'une lutte réelle.

Le travail dans les luttes économiques, revendiqué depuis toujours par les communistes, n'est pas seulement indispensable pour que le prolétariat retrouve la force de se défendre avec efficacité. Il est aussi nécessaire pour que, en même temps que se forge un des leviers indispensables à la lutte révolutionnaire, des minorités plus larges de prolétaires, où le parti puisse puiser des forces, se déplacent sur le terrain de la lutte générale contre le capitalisme.

## La grève des postiers

(suite de la page 1)

capital, les travailleurs des PTT se sont rendus coupables du crime de lèse-nation.

C'est vrai : une grève, lorsqu'elle est longue et généralisée, et qu'elle concerne un rouage important de la « vie du pays », constitue nécessairement un désordre, une gêne pour l'économie nationale. C'est vrai, toute lutte pour l'augmentation des salaires, la diminution de la durée et de l'intensité du travail, est une lutte pour la diminution de la part relative du profit. C'est bien pourquoi l'intérêt du capital et celui du travail sont inconciliables. Les travailleurs n'ont rien à défendre dans le régime de leur esclavage, que leurs propres conditions de vie, de travail et de lutte, tant revendicative que politique, de façon à forger cette union grandissante qui est nécessaire au renversement violent de la domination bourgeoise.

L'opportunisme prétend au contraire concilier l'intérêt des travailleurs et « l'intérêt général » : c'est ce qui l'amène, dans les faits, à subordonner la défense des travailleurs à celle de l'économie nationale et de la paix sociale, c'est-à-dire à la trahir. C'est parce que la politique de l'opportunisme est une politique de collaboration de classes, que les syndicats ont affirmé comme « premier objectif » la nécessité d'améliorer la qualité du service, transformé la défense sans conditions des plus exploités, les auxiliaires, en défense du droit à la qualification, substitué au juste mot d'ordre de la solidarité des travailleurs avec les postiers en lutte, celui interclassiste de la solidarité des « usagers », tout en noyant les revendications dans la « défense du service public contre le démantèlement et la privatisation » puisque, comme on sait, être exploité par l'Etat est malgré tout un sort enviable, à défendre contre les convoitises...

L'autre face de l'entente avec la bourgeoisie s'appelle division des travailleurs. La propagande bourgeoise s'évertue à dresser les travailleurs contre la lutte des postiers, en poussant des cris apitoyés sur le chômage technique qu'elle « entraîne » dans les entreprises de vente par correspondance, mais alors que les syndicats savaient pertinemment que la grève allait avoir ces conséquences, ils se sont bien gardés d'appeler les ouvriers de ces entreprises à rejoindre le

mouvement avant que les patrons ne les mettent en chômage technique. Les entreprises (les fameux « usagers » !) organisent des réseaux parallèles de distribution en utilisant notamment la SNCF, mais alors que les cheminots entraient eux-mêmes en grève, les syndicats se sont bien gardés de la généraliser et de briser net ces manœuvres. Le gouvernement se retranche derrière l'argutie juridique de l'accord salarial de mars 1974 qui concerne « toute la Fonction publique et non les seuls postiers », mais alors que les employés de l'Etat, en particulier les enseignants, avaient précisément tenté, à la rentrée, de déclencher des mouvements sur des objectifs analogues, les syndicats se sont bien gardés d'unifier les deux luttes pour obliger l'Etat à céder.

On ne peut pas à la fois élever la politique contractuelle au rang de dogme intouchable et défendre dans les faits les intérêts des travailleurs. Sans même parler de F.O. qui a dès le début claironné sa volonté de ne pas mettre en cause un accord qu'elle avait signé, la CGT et la CFDT ont fini, sous prétexte d'« unité syndicale », par mettre elles aussi sous le boisseau la revendication de départ des 1.700 francs de salaire minimum et la titularisation immédiate des auxiliaires, en ne gardant comme « revendications fondamentales » (sic !, L'Humanité du 4-11) qu'une augmentation des effectifs limitée à 6.000 emplois nouveaux (alors qu'il en faudrait 11.000 d'après les services du ministère, et 30.000 d'après les syndicats, pour « normaliser » les conditions de travail) et un acompte de 200 francs à valoir sur les salaires prévus... par le prochain contrat de la Fonction Publique.

Le gouvernement a opposé un refus net même à ces misérables demandes de charité. Mais il a saisi la perche que lui avaient tendue les syndicats, en leur « concédant » généreusement le « maintien du statut actuel des PTT » sans démantèlement ni privatisation, la retraite à 55 ans dans le tri (où il n'y a que des jeunes !), des promotions et une augmentation des primes. Sur leurs vraies revendications, les travailleurs, eux, n'ont eu droit qu'à des promesses : pas de licenciements dans les six prochains mois, pas de baisse du pouvoir d'achat en 1975, « engagement moral » de créer des emplois à partir de 1976, sans parler de la miette insultante

des 6.000 auxiliaires (sur 100.000 !) à titulariser en 1975 en attendant que le gouvernement se penche sur le problème.

C'est munis de ce catalogue, qualifié d'« impressionnant tableau », qui, malgré ses « lacunes », « constitue cependant sur de nombreux points de nouveaux reculs du gouvernement » d'après L'Humanité du 6-11, que les syndicats sont allés consulter leur base, centre par centre. Comme le déclare le même jour Vianet, de la CGT : « La grève a été décidée démocratiquement. Elle doit se poursuivre et éventuellement se terminer de la même façon ».

Mais les travailleurs ne se sont pas laissés faire. Comme avant continuer à crever de faim quand on est auxiliaire ? Comme avant, dans le tri, 500 lettres par quart d'heure à distribuer dans 36 casiers ? Comme avant l'amplitude de 11 heures par jour dans les bureaux, comme avant les cadences infernales aux chèques ? Le NON massif des grévistes a obligé l'opportunisme à changer de ton. Tandis que FO « s'estimant satisfaite » (dame ! le gouvernement n'a fait que copier ses propres revendications) fait reprendre en Lorraine, puis dans les télécommunications de Paris, CGT, CFDT et FNT affichent maintenant « un jugement global défavorable » car, bien que la grève ait contraint le gouvernement « à céder sur un certain nombre de mesures indemnitaires et catégorielles », « trop de ces mesures restent soit partielles, soit temporaires, soit échelonnées sur plusieurs années, ce qui en réduit considérablement la portée dans cette période d'inflation. De plus, elles ne répondent pas aux besoins des jeunes, si nombreux dans les services » (L'Humanité du 7-11). Tartuffe lui-même ne s'en serait pas mieux tiré. Encore une fois, la lutte conséquente non seulement pour la défense des conditions de vie du prolétariat mais pour son unification en classe exige la rupture radicale avec les dogmes de la légalité, de l'ordre démocratique, de l'économie nationale et leurs défenseurs dans les rangs du prolétariat !

### tract diffusé par nos camarades

Au moment où la grève commençait à s'étendre dans les PTT, et où les syndicats, principalement la CGT, se voyaient obligés d'entrer eux-mêmes dans le mouvement, nos camarades sont intervenus, notamment avec le tract suivant, qu'ils ont distribué à Lille, à la manifestation du 25 octobre, et au piquet de grève des chèques postaux.

Camarades !

Le mécontentement latent depuis plusieurs mois dans les P.T.T. comme ailleurs a brusquement éclaté dans les centres de tri, prenant de court aussi bien les syndicats que l'administration.

Parce que vous avez déclenché la grève comme il faut la faire : sans préavis, en occupant les locaux et en la déclarant illimitée, la bourgeoisie déclenche la sauvagerie de sa police contre vos piquets de grève et les syndicats pris au dépourvu vous laissent sans consignes et vous invitent à « décider des modalités » (tract distribué le 22 au centre de tri de LILLE GARE).

De fait la grève s'est étendue de PARIS à la province, du tri aux chèques, etc. Sans que vos syndicats aient appelé à cette unification nécessaire. Plus que jamais il est indispensable d'entraîner dans ce mouvement toutes les catégories des travailleurs des P.T.T. pour se donner le maximum de possibilités de vaincre. Entre autres, il serait criminel de diviser les travailleurs entre « titulaires » et « auxiliaires » dont le syndicat trouve qu'il faudrait arrêter le recrutement.

Il faut exiger au contraire :

LE STATUT DE TITULAIRES POUR LES AUXILIAIRES.

« Les auxiliaires », c'est-à-dire ceux qui sont les moins bien payés, ceux qui n'ont aucune garantie quant à leur emploi et qui subissent une exploitation plus dure, se battent évidemment plus résolument pour obtenir la satisfaction de revendications qui intéressent l'ensemble du personnel.

Ceux qui prétendent que les « titulaires » ont des avantages à défendre contre les « auxiliaires » et exigent l'arrêt du recrutement de ces derniers, sont des traîtres à la classe ouvrière, car ils dressent une catégorie contre une autre et surtout car ils prétendent qu'un bon statut pour les « titulaires » peut les garantir contre l'exploitation, ce qui est un mensonge !

« TITULAIRES » COMME « AUXILIAIRES » SONT TOUS EXPLOITÉS ET DOIVENT LUTTER ENSEMBLE !

Pour des revendications qui répondent aux intérêts réels, non seulement des travailleurs des P.T.T., de la fonction publique, mais aussi à ceux du prolétariat par delà les limites étroites de l'atelier, de la catégorie, de l'entreprise, de la région, de la nationalité et de la race :

— FORTE AUGMENTATION DES SALAIRES, PLUS GRANDE POUR LES CATEGORIES LES MOINS BIEN PAYEES.

— REDUCTION DRACONNIENNE DU TEMPS DE TRAVAIL, SANS PERTE DE SALAIRE ; REFUS DU TRAVAIL AUX PIECES ET DES HEURES SUPPLEMENTAIRES, POUR LUTTER CONTRE LE CHOMAGE.

— EXISTENCE ASSUREE POUR LES OUVRIERS LICENCIES et leurs familles par des indemnités proportionnelles au coût de la vie et aux charges familiales.

Réalisons le plus large FRONT PROLETARIEN pour lutter contre les attaques incessantes du CAPITAL.

POUR LA LUTTE UNIFIEE DES TRAVAILLEURS !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL.

directeur - gérant  
F. GAMBINIImprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les NMPP